

Le sentiment national français aux multiples visages

FRANCIS DEMIER
(Université de Paris Ouest)

«Le nationalisme a repris en France une place qu'il avait perdue au fil de l'histoire politique de la V^e République. Mais s'agit-il du retour inattendu d'un nationalisme qui avait connu, des années 1880 à l'entre-deux-guerres un succès considérable, ou bien s'agit-il de tout autre chose, c'est-à-dire d'un nationalisme qui serait l'écho français d'un mouvement très large incarnant, à l'heure actuelle, dans toute l'Europe, un rejet d'un monde sans frontières bouleversé par la mobilité de l'argent et d'incessantes surenchères sécuritaires et héréditaires.

Si l'on se réfère au discours des leaders politiques français, il est encore fréquent de puiser dans le vieux fond du nationalisme français pour se lancer à la reconquête d'une opinion troublée par la perte évidente des repères politiques les plus classiques. On en a un exemple dans une récente déclaration de Nicolas Sarkozy qui a mobilisé l'attention et déclenché une polémique : « Nous ne nous contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus – déclarait l'ancien président –, nous exigerons l'assimilation. Dès que vous devenez Français, vos ancêtres sont Gaulois. ». C'est ainsi que réapparaissaient en 2016, des images inventées par les manuels scolaires de la Troisième République, prompts alors, dans une France coloniale amputée de deux provinces, à fabriquer un « roman national » bien loin de toute réalité historique¹. La Gaule est une fiction géographique créée par César et les Gaulois une autre fiction de peuple.

Mais le souci de puiser dans le vieux fond d'un patriotisme français qui a souvent alimenté un glissement vers le nationalisme ne s'arrête pas à la droite dans le paysage politique français. Après avoir pris position en faveur de municipalités classées très à droite dans une polémique qui visait les femmes musulmanes vêtues de « burkini » sur les plages de la Côte d'Azur, Manuel Vals, premier ministre de la France, qui a pris pour modèle politique Clémenceau, opposait à ces femmes contraintes de cacher leur corps, la liberté incarnée par la fameuse Marianne du tableau de Delacroix, « La liberté guidant le peuple ». Manuel Vals apportait son commentaire : « Marianne a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple. Elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre. C'est la République ! » Le « roman national » officiel

¹ Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.

n'a guère creusé les intentions du peintre et le regard de son public. Avoir le sein nu, en 1831, n'a rien à voir avec le « vestiaire » républicain. La Marianne de Delacroix est une allégorie qui répond à des codes esthétiques contraignants hérités de l'antiquité à la différence de sa coiffe, le bonnet phrygien, chargé lui de significations politiques républicaines.

Dans tout le paysage politique réapparaissent ainsi, de façon assez baroque, des références à un passé national français réinterprété à un moment où l'on peut constater aisément que la France est un pays multiculturel et multiethnique. Il est utile également de constater, qu'à droite, comme à gauche, dominant des rappels qui sont ceux d'une histoire républicaine et que les grandes figures du nationalisme de droite, on peut penser à Jeanne d'Arc, occupe dans ce nouveau dispositif idéologique une place secondaire. Dans ce paysage politique assez confus où se mêlent sans grandes précautions des références extraites de leur contexte historique, l'expression « nationalisme » qu'on peut définir, dans le contexte français, comme une exagération chauvine du sentiment national et d'un patriotisme né à gauche, dans le sillage de la Révolution française, reste toutefois fortement négative. Elle vise en effet des formations politiques comme le Front national, dont l'idée de nation est présentée par les médias comme une menace sur les libertés et l'identité démocratique de la nation.

Mais l'horizon politique est très instable dans un contexte où les points d'appui idéologiques de la gauche sont désormais très affaiblis. Le courant dominant de la droite française, issu de primaires consacrées à la désignation d'un candidat aux élections présidentielles, a modifié encore le périmètre des références au « nationalisme ». La victoire de François Fillon à cette consultation s'est accompagnée d'un retour en force d'un courant catholique conservateur pour lequel les racines chrétiennes de la France l'emportent clairement sur la référence aux sources révolutionnaires².

Plus largement ces différentes prises de position récentes font allusion de manière indirecte au problème de l'immigration en France, problème qui, dramatisé brutalement, aurait pour conséquence de remettre en question rien moins que l'identité de la nation française. Alors que la France longtemps confrontée à un régime démographique assez faible pour assurer sa vitalité économique a été un pays d'immigration considérable, le nouvel apport de migrants, nettement moins important que celui auquel l'Italie, par exemple, est confrontée, semble affecter de manière très directe l'identité de la nation française. Avant d'aller plus loin dans la recherche d'une explication du phénomène, il est utile de s'interroger sur la nature de la nation que nous aurions perdue ou sur le point de perdre au point qu'une nouvelle *intelligentia*, née de la crise de société récente et du repli des idéologies universalistes parle de « grand remplacement ».

La nation française est une construction historique dont la composition et la nature même ont profondément évolué. La date de sa création du reste fait prob-

² Cf. Hervé Le Bras, « Le retour des trois droites », *Le Monde*, 30/11/2016.

lème et a été l'enjeu de débats nombreux entre historiens. Une première thèse sur ses origines est royaliste et assimile la France au peuple Franc conduits par des dynasties de rois : les Mérovingiens, les Carolingiens, les Capétiens. Parmi eux, Clovis est celui qui a la préférence parce qu'il est le premier à dominer de vastes territoires entre le Rhin et la Seine et aussi parce qu'il symbolise la naissance d'une France chrétienne avec son baptême à Reims en 498. Napoléon, inspiré progressivement de références monarchiques, parla de « la France de Clovis au Comité de Salut public » ! La France républicaine elle-même, à travers les manuels d'histoire de Lavoisier³, put inculquer au fil de la Troisième République, une idée reprise par Nicolas Sarkozy « Notre pays s'appelait jadis la Gaule et ses habitants les Gaulois ». Mais, dans l'histoire républicaine du 19^e siècle, l'emporte sur la référence religieuse l'idée de l'apparition d'un territoire dont les contours encore assez flous tendent vers les dimensions de l'hexagone moderne. Mais cette thèse est en concurrence, sous la Troisième République avec une autre origine de la « nation France », celle qui fait partir l'histoire du pays du célèbre partage de l'Empire de Charlemagne par le traité de Verdun en 843, une date qui ferait alors celle du royaume de Charles le Chauve, donc une nation de onze siècles, chronologie arrondie à mille ans pour célébrer, il y a quelques temps, l'anniversaire du sacre de Hugues Capet, en contrepoint de celui de la Révolution française, en 1987.

Dans cette longue comptabilité fixant les doctrines qui ont accompagné les combats du patriotisme français et ses dérives nationalistes, la droite et la gauche se sont affrontés mais elles ont souvent partagé l'idée d'une chronologie commune et célébré dans un patriotisme des origines des héros commun : Bayard, Richelieu, Colbert... Ni la gauche, ni la droite ne pouvaient rejeter une si longue histoire dans laquelle s'est formé un territoire⁴. La gauche, comme la droite, ont été de même attachées au fait de montrer que la France s'était construite autour d'un Etat, monarchique d'abord puis républicain. Droite et gauche enfin ont pu soutenir que l'histoire nationale s'était faite en mettant en avant le primat de la langue française, parlé au moins par les élites de l'Etat, le bilinguisme entre le Français et les langues locales n'ayant jamais posé de véritable problème, sauf pendant l'offensive de la République jacobine qui stigmatisait « la réaction qui parle bas-breton » !

Mais ce qui est en cause dans le débat actuel sur l'idée de nation n'a que de lointains rapports avec la représentation historique que s'en faisait encore le général de Gaulle dans une phrase célèbre : « Vieille France, accablée d'histoire allant et venant sans relâche de la grandeur au déclin mais redressée de siècle en siècle par le génie du renouveau... » Cette idée de la nation, rappelait Maurice Agulhon, relève d'un patriotisme des origines, elle appartient à la culture, elle est une référence mémorielle qui s'impose encore dans de nombreuses commémora-

³ Cf. E. Bourdon – P. Garcia – F. Pernot (dir.), *Lavoisier : le roman national comme patrimoine scolaire ?* Paris, Editions de L'œil, 2016.

⁴ Colette Beaune, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985.

tions, elle parle à travers quelques symboles, des monuments dont beaucoup sont devenus des énigmes pour les sociétés actuelles⁵.

Cette conception de la nation que nous venons d'évoquer a fait débat en France lorsqu'on a voulu en fixer les origines du pays dans une bataille politique qui a perdu désormais beaucoup de son intensité dans la synthèse mémorielle que tous les gouvernements de la V^e République se sont efforcés de bâtir pour pacifier leurs rapports à l'histoire. Ce qui est en cause dans le débat actuel sur la nation qui oppose le néo-libéralisme européen et les formes très variées d'un retour à une défense des frontières nationales est très différent et nécessite dans le cas de la France de revenir à la Révolution.

Si la Révolution française s'est considérée volontiers comme l'héritière des rois bâtisseurs de l'Etat, elle a néanmoins introduit une rupture fondamentale dans la perception de l'identité de la France, rupture associée à un type d'état territorial rationnel, associant l'accès progressif à la lecture, le souci d'une instruction de masse, l'unification linguistique, l'exercice d'un pouvoir politique qui s'est démocratisé, l'extension de l'économie de marché dans un modèle de développement qui depuis les Girondins inscrit étroitement la liberté économique dans le cadre de la nation. Cette idée de la nation était fondée sur l'universalisme de ses principes ce qui fit dire à Brissot face à l'aristocratie des émigrés: « Un patriote français est un patriote universel car la patrie commence avec la liberté et la liberté dépasse la France ».

La frontière à laquelle se réfère aujourd'hui des idéologies nationalistes en Europe n'avait pas pour fonction alors de délimiter un territoire de la différence et du rejet de l'autre, elle manifestait surtout le souci de créer un espace du collectif dans lequel les individus, comme les régions, pourraient accéder à l'égalité dans un destin commun. Au-delà cette frontière délimitait à l'opposé d'une Europe des princes économiquement cosmopolite un socle protectionniste sur lequel une nouvelle économie nationale a permis à la France d'échapper à la désindustrialisation promise à beaucoup de pays d'Europe confrontés à l'arrivée des marchandises anglaises à bas prix.

Cette idée de la nation a traversé l'histoire contemporaine et alimenté un patriotisme révolutionnaire qui, face à l'Europe des aristocraties, s'est incarné dans la geste populaire de 1830, de 1848, ou de 1871. La droite monarchique et catholique ne s'est toutefois pas laissé enfermer dans la figure de l'émigré hostile à la nation France⁶. Dès l'épisode de la Restauration elle a exalté ses héros comme Jeanne d'Arc⁷, mais aussi ses rois chrétiens et leurs grands serviteurs. Le romantisme a donné une dimension sentimentale et héroïque à cette idée conservatrice de la nation qui réapparaîtra encore au moment de la conquête de l'Algérie ou encore en mineur dans la

⁵ *Les lieux de mémoire*, « La nation » 3 vol, sous la direction de Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1984-1992.

⁶ Cf. Pierre Gourinard, *Les royalistes français devant la France dans le monde (1820-1859)*, Nîmes, Latour editeur, 1992.

⁷ C'est en 1819 qu'est inauguré le Musée de Domrémy consacré à Jeanne d'Arc, cérémonie accompagnée aussi de l'inauguration d'une statue qui lui est consacrée.

réponse à l'appel de Gambetta en faveur de la défense nationale en 1870. Mais cette idée de la nation va avoir pour issue un nationalisme moderne au tournant des années 1880 et elle va se doter d'un corps de doctrine opposé à la tradition républicaine. Ce nationalisme donne alors la priorité exclusive aux intérêts définis comme nationaux avant toute considération philosophique ou humanitaire et se charge dans le sillage de l'Affaire Dreyfus, les écrits de Barrès dans le camp républicain, ou de Maurras dans le camp monarchique, de connotations xénophobes et antisémites⁸. Deux idées antagoniques de la nation s'imposent alors au tournant du XX^e siècle : la France on l'aime parce qu'elle est la fille aînée de l'Église, le pays où l'on est né (une nation du reste presque réduite à la Lorraine chez Barrès) ou bien la France est le porte drapeau du droit et de la justice définis par les Lumières et la raison, et elle est fixée dans ces principes par le souffle de la Révolution française sur l'époque contemporaine⁹.

Ces deux interprétations opposées de la nation ont été dépassées dans une formule commune qui est celle du patriotisme de 1914¹⁰. Un temps contesté par l'antimilitarisme anarchisant de la CGT et le nationalisme exacerbé de la droite, la guerre imposée à la France par l'Allemagne a fait émerger un « patriotisme défensif » traduit politiquement dans « l'Union sacrée ». Cette formule politique restera comme la référence presque absolue du sentiment national pour tout l'entre-deux-guerres, une référence accompagnée de la dimension tragique du sacrifice de toute une génération sur les champs de bataille, une génération d'hommes qui ont tenu précisément dit-on parce que « la France était une vieille nation ».

Toutefois la dimension inhumaine du sacrifice imposé à tant de jeunes Français, de manière rétrospective, a fait débat en particulier chez les anciens combattants qui ont développé un pacifisme dont la formule clef a été : « Plus jamais ça ». Ce pacifisme a pris des visages et des teintes différentes : antipatriotisme du parti communiste, antimilitarisme des anarchistes, pacifisme idéaliste des radicaux et de la SFIO soucieux de se tourner désormais vers le droit international pour trancher les conflits, pacifisme d'une droite plus hostile au Front populaire qu'à la menace d'Hitler¹¹... Cet éclatement du pacifisme a joué contre la nécessaire lucidité qui aurait dû mobiliser la nation contre le nazisme et nombre d'historiens voient dans cette « baisse du moral de la nation » la cause profonde de la défaite de 1940 face à l'armée d'Hitler.

La Seconde Guerre mondiale a fait encore profondément évoluer les composantes du sentiment national français. Dans le sillage du régime de Vichy s'est précisé un nationalisme associé à la collaboration avec l'Allemagne et expression d'une xéno-

⁸ Bertrand Joly, *Nationalistes et conservateurs en France, 1885-1902*, Paris, Les Indes savantes, 2008.

⁹ Cf. Suzanne Citron, *Le mythe national, l'histoire de la France en question*, Paris, les Editions ouvrières, 1989.

¹⁰ Cf. Maurice Agulhon, *Nation, patrie, patriotisme en France du Moyen Age à nos jours*, Documentation photographique, 1997.

¹¹ Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme, et fascisme français*, Paris, Seuil, 1990.

phobie et d'un racisme né au fil de la crise des années 1930. C'est dès 1927 que sont apparues les premières lois qui prononçaient la déchéance de nationalité, mais c'est sous le gouvernement de Daladier, un des acteurs du Front populaire qu'ont été pris les décrets-lois de 1938 qui légalisaient l'internement des « étrangers indésirables », loi qui atteignaient tous ceux qui commettaient des actes jugés « incompatibles avec la qualité de Français ».

Cette politique put trouver des défenseurs chez un avocat comme René Gontier l'auteur de *Vers un racisme français* qui voyait, dans la chasse aux antinationaux, « un aspect de la défense nationale ». Ce dernier se donnait aussi pour objectif de défendre l'identité nationale contre l'immigration coloniale : « Si la France – disait-il – n'adopte pas un racisme sage, j'estime que le génie de notre peuple est gravement menacé ... le mélange des juifs et des Français est à réprover et cela à cause de leur qualité de blancs métissés de sang nègre et jaune ».

Les mesures sur la nationalité prirent encore une autre dimension à partir du 3 octobre 1940¹². Les travaux récents de Claire Zalc sur la déchéance de nationalités¹³ montrent que 15 000 français se sont vus retirer leur nationalité sous Vichy en vertu de la loi du 22 juillet 1940, tandis que 450 000 dossiers de révision d'immigrés naturalisés depuis 1927 étaient soumis à examen dans une logique de purification ethnico-sociale voulue par un régime qui mettait en avant pour formuler un choix, des critères de moralité, de patriotisme suspect associé à une identité réprouvée : juif, roumain...

On a pu toutefois avoir le sentiment d'une restauration de l'idée de nation dans ses racines révolutionnaires à travers la Résistance, les initiatives du général de Gaulle, la participation de la France au combat final qui lui permit de siéger à nouveau parmi les grandes puissances pour régler le sort de l'après guerre. En dépit de ce redressement, la France ne retrouva pas alors une image de la nation comparable à celle qu'elle avait imposée dans sa victoire de 1918. La victoire sur l'Allemand – dit Maurice Agulhon – fut aussi une victoire sur un ennemi intérieur, Vichy ; et elle eut « un goût de guerre civile », en résumé, elle fut la victoire d'une minorité de la France et non celle de toute la nation, en tenant compte encore du fait qu'elle avait été obtenue avec le concours des Alliés. La France n'était plus une puissance mondiale, ce qui se vérifia encore par la perte de l'empire colonial accompagné d'une prise de conscience progressive que cette grandeur impériale de la nation avait été fondée sur une colonisation violente et injuste. La mission civilisatrice de la France, orgueil de la nation se trouvait désormais contestée.

Toutefois, ce déclin de l'image de la « nation France » a été enrayé par un enchaînement de faits qui ont marqué l'histoire du pays de 1945 aux années 1980. « L'Esprit de 1945 », issu de la Résistance, s'est accompagné de l'énoncé de nouvelles formes de loyauté civique qui tiennent au fait que la nation devait assurer aux

¹² Cf. Gérard Noiriel, « Vers un racisme français », *Le Monde*, le 27 septembre 2016.

¹³ Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, Seuil, 2015.

individus le progrès, la mobilité sociale, la protection à l'égard des maux qui ont affecté les nations au 19^e siècle : maladie, vieillesse, absence d'éducation... La nation soutenue par une croissance forte, fut alors refondée dans une formule nouvelle associée à la promesse d'une universalisation du bien-être et de la sécurité. Cette mutation confia à la puissance publique un rôle redistributif du revenu social beaucoup plus important que celui qu'elle avait pu avoir au 19^e siècle. Durant cette période, la force du discours gaullien reposa sur le souci d'associer à cette modernité, la légitimité d'un passé millénaire et des liens tissés avec la gauche communiste par la résistance commune au fascisme.

Un nouveau tournant est pris dans les années 1980, avec la présidence de François Mitterrand et un changement profond dans les rapports entre la France et l'Europe, changement qui se traduit alors par un effacement progressif de l'idée de nation au profit de l'Europe, au point de faire de l'Europe « une nouvelle nation ». S'impose alors l'idée d'un déclin accepté de la nation française au profit d'une identité européenne définie comme un système de vie collective supérieur, fondé sur un droit universaliste, la démocratie libérale et une promesse de prospérité permanente. Cette évolution n'associe plus directement les droits de l'homme au souvenir de la Révolution française (dont la violence est désormais condamnée) mais à une opposition frontale aux régimes totalitaires, autant de thèmes qui s'imposent avec la « chute du mur ». La nation prend désormais une dimension négative : la nation c'était la guerre ; l'Europe, c'est la paix, affirmation assortie d'une bonne conscience collective sans frontière qui renvoie au passé le patriotisme et le sentiment national.

L'idée de nation a alors été repoussée sur les extrêmes du spectre politique et peu à peu marginalisée. Il y a un patriotisme du PCF de l'époque opposé à la pression de l'impérialisme américain, mais il va être réduit dans l'Union de la gauche mise en place par F. Mitterrand après 1981. Il y a aussi un nationalisme d'extrême droite, celui de Jean-Marie Le Pen, mais d'une part il est renvoyé très négativement au passé de Vichy et aux putschistes de l'Algérie française et, d'autre part, il est coupé du nationalisme classique de la droite, lui-même affaibli dans la mesure où l'Eglise catholique cesse de le soutenir quand la droite devient clairement favorable à l'Europe.

Une nouvelle métamorphose de l'idée de nation s'impose encore dans les années 1990-2000. L'indice de cette évolution se trouve dans l'effondrement de la gauche aux élections présidentielles de 2002 et la présence de J. M. Le Pen au deuxième tour de cette consultation électorale, épisode politique révélateur d'une crise profonde qui fait resurgir l'idée de nation de façon nouvelle. En arrière-plan de cette crise, il faut prendre en compte la mondialisation des échanges de capitaux et de marchandises apparue dans les années 1980 et amplifiée après la chute du Mur. Le basculement est aussi contemporain de la libéralisation financière qui se joue désormais des frontières nationales en Europe, de la mise en œuvre des politiques de convergence préparatoires au lancement de l'euro et de l'accélération spectaculaire des délocalisations qui amorcent un cycle de désindustrialisation dans de nombreux pays européens.

Ces évolutions font perdre à cadre national ses moyens d'assurer la cohérence d'une construction bâtie sur les ruines du Second conflit mondial, une construction dans laquelle s'articulait étroitement la maîtrise du marché national, des politiques sociales progressistes, un Etat protecteur et un renouveau des valeurs démocratiques. A l'œuvre, alors, dans cette évolution, des mécanismes propres à détricoter le tissu de la société et à rendre beaucoup plus aléatoire le sentiment d'appartenance à une communauté nationale, sans que, dans le même temps une mondialisation techno-économique qui se veut « celle d'un monde qui réussit » puisse engendrer une culture commune de substitution.

Avec cette évolution réapparaît une idée de la nation qui est revendiquée sous des formes inédites. Toutes s'éloignent, d'une manière ou d'une autre, du modèle d'Etat-nation classique et expriment en revanche le malaise et les difficultés d'une société confrontée à des déséquilibres économiques et sociaux majeurs liés à des politiques d'austérité, de mise en cause de l'Etat social et au chômage de masse. Le sentiment d'impuissance de l'Etat qui, en France, a été le pilier de la construction de la nation, donne à cette crise une dimension particulière.

Mais cette évolution ne peut se comprendre si on ne prend pas en compte la mutation du paysage intellectuel français. Une lame de fond idéologique qui prend sa source dans les années 1980 balaie l'héritage politique du gauchisme des années 1960, mais plus profondément s'attaque au tissu d'un progressisme français dans lequel la Résistance, le parti communiste ont joué un rôle décisif. Ce tournant intellectuel d'abord libéral, puis conservateur, enfin très vite réactionnaire, remet en cause les caractéristiques du vieux fond politique hérité de la Révolution française et porté par la gauche combattante au fil de l'histoire contemporaine.

En 1989, François Furet, dans le contexte des manifestations du bicentenaire de la Révolution française, sur ce point, ouvre la voie à un puissant mouvement qui en dénonçant la violence politique du jacobinisme fait le lien entre la Révolution française et les pays communistes, le tout étant confondu dans ce qu'il est convenu d'appeler alors le « totalitarisme »¹⁴. Une autre étape se dessine au fil des années 1990 avec l'apparition d'une vague néo-réactionnaire faite d'intellectuels qu'on va bientôt appeler « identitaires ». Ce mouvement composite fait confluer des personnalités venues d'horizons très différents : anciens gauchistes des années 1960 ralliés à la révolution conservatrice, mais aussi droite de tradition maurassienne qui retrouve alors une nouvelle jeunesse dans le régionalisme chouan ou dans les combats contre le « laxisme » des mœurs, un « laxisme » dans lequel le droit à l'avortement figure en bonne place.

Ce discours qui vise en premier lieu « l'esprit de 68 » est fondé sur la crainte d'un déclin, la revendication d'une pureté identitaire originelle de la « nation France » opposée alors à un étranger dont la particularité - à la différence d'un Barrès qui

¹⁴ François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

dénonçait l'ennemi allemand – est d'être déjà sur le sol français sous la forme d'une immigration incontrôlée. Mais au-delà d'un discours xénophobe, c'est une métamorphose véritable de la représentation de la nation et de ses fondements qui se profile dans une critique de l'égalitarisme, du multiculturalisme, de l'antiracisme et du laxisme à l'égard des progrès de l'Islam. L'identité de la nation est alors celle d'une France malheureuse, d'une France en voie de désagrégation et contrainte désormais pour survivre de retrouver ses racines ethno-religieuses oubliées.

Cette révolution conservatrice transforme profondément le débat qui a opposé, jusque-là, la droite et la gauche sur la question de l'identité de la nation. Le changement le plus voyant est celui de la poussée d'une extrême droite qui s'était marginalisée sous le gaullisme et qui occupe désormais un espace considérable avec un Front national qui place la question d'une défense de la nation au cœur de son programme. Mais si le vieux fond de l'extrême droite nationaliste ne disparaît pas de son paysage politique, l'ampleur du mouvement tient au fait que, dans son discours, la nation, définie comme celle des Français de souche, a pris aussi un sens plus large et sensiblement différent de celui du nationalisme classique défendu par la droite. Le terme de nation, associé fréquemment à celui de « patriote », ne renvoie pas seulement à l'histoire de l'extrême droite, tout comme sa base sociale qui s'est élargie à une partie importante d'un monde du travail en crise et cela au détriment des formations de gauche ou de la droite classique.

Les progrès du Front national tiennent en effet largement à sa capacité de se faire le porte-parole des perdants de la mondialisation, des victimes d'une politique néolibérale portée par les institutions européennes de Bruxelles, d'une population qui nourrit un sentiment d'injustice et qui associe étroitement insécurité identitaire et insécurité sociale¹⁵. Cette mutation idéologique est aussi celle d'une société minée par le chômage de masse, la précarisation, l'appauvrissement de la jeunesse, le déclassement de la classe moyenne, le recul de la solidarité de classe au sein des couches populaires. L'ancrage géographique de l'extension de ce nouveau nationalisme est du reste différent de celui des fiefs classiques de l'extrême droite. Le vote Front national, ancré à l'origine dans un espace urbain, est devenu un phénomène périurbain et de petites villes¹⁶.

Ce nouveau nationalisme qui modifie profondément les références classiques à l'idée de nation est le symptôme d'une crise plus globale du lien social causé par l'affaiblissement des institutions de socialisation : famille, partis, syndicats mais aussi de l'école qui a été source d'espoir et d'émancipation de la nation républicaine et qui aujourd'hui perpétue les clivages sociaux et même les aggrave.

¹⁵ Joel Gombin, *Le Front national*, Paris, Eyrolles, 2016.

¹⁶ Sylvie Crépon – Alexandre Dézé – Nonna Meyer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de la Fondation de sciences politiques, 2015 ; Annie Collovald, *Le « populisme du FN » : un dangereux contresens*, Paris, Editions du Croquant, 2003.

Cette mutation de l'idée de nation n'est pas limitée au Front national car on en voit aussi les effets sur la droite traditionnelle qui tente de reconquérir un terrain politique perdu au sein des classes populaires et des classes moyennes. On a pu en prendre la mesure dans les élections présidentielles de 2007 qui ont porté Nicolas Sarkozy à la tête de la France dans une campagne inspirée par Patrick Buisson, militant de l'extrême droite. Plus tard dans le quinquennat, le discours du président à La Chapelle en Vercors, discours qui s'est voulu « une ouverture d'un débat sur l'identité nationale » a précédé, dans la radicalisation de la droite d'origine gaulliste, la mise en place d'un éphémère Ministère de l'identité nationale avant qu'un Musée de l'histoire de France voué à exalter un nouveau « roman national » dans lequel la droite pourrait retrouver ses références échoue de la même manière.

Les dernières évolutions de la droite à l'approche des élections présidentielles de 2017 mettent en évidence les nouvelles inflexions idéologiques du conservatisme classique pour s'approprier à nouveau, face au Front national, une représentation de la nation susceptible de lui apporter en se revendiquant d'un « vrai peuple de droite », un socle majoritaire dans l'horizon politique français. François Fillon a repris un discours de célébration de la fierté nationale, des « valeurs françaises », une identité qui renoue désormais avec le conservatisme moral des réseaux catholiques de droite, voire d'extrême droite sur les questions sociétales. Cette évolution se traduit par le retour en force de références conservatrices puisées dans un électorat catholique de l'ouest français¹⁷. Mais ce nouvel effort de la droite pour se donner à nouveau la légitimité d'incarner la nation se heurte aux contradictions très fortes du lien opéré entre un conservatisme sociétal affiché et un libéralisme économique débridé qui désigne comme ennemi principal l'Etat-providence français devenu depuis 1945 une composante essentielle dans la reconstruction d'une nation consensuelle. La très faible participation des milieux populaires à la consultation électorale de la primaire de la droite qui a enthousiasmé les catégories les plus aisées de la population montre les limites de la contre offensive de la droite pour s'imposer à nouveau comme nouvelle boussole de la « nation France ».

Les mutations idéologiques suscitées par la crise des politiques néo-libérales poursuivies depuis le tournant des années 2000 ont aussi suscité une profonde évolution de la gauche social-démocrate qui, portée au pouvoir en 2012, a tenté de faire du parti socialiste « le parti de la nation »¹⁸. Cela s'est traduit par l'apparition d'un discours martial dans lequel le président, présenté comme un « chef de guerre » face à la menace d'un terrorisme venu de l'étranger est allé jusqu'à puiser dans l'arsenal des idées de l'extrême droite un nouveau projet de loi sur la déchéance de nationalité. Les frontières entre république et nationalisme se sont également brouillées dans le discours « valsiste » de l'autorité et dans l'héritage revendiqué de Clemenceau, « père la victoire » d'une république forte, à défaut d'être sociale. Dans

¹⁷ Cf. Le Bras, « Le retour des trois droites », *op. cit.*

¹⁸ Cf. Jean-Christian Vinel (dir), *Conservatismes en mouvement*, Paris, Editions de l'EHESS, 2016.

cette transformation de la gauche « classique », la laïcité républicaine est devenue le terrain d'une surenchère identitaire opposée aux communautés immigrées et non plus un principe de régulation entre Etat et religion. La laïcité, pensée à l'origine comme un instrument de réunion de la nation, s'est trouvée alors interprétée de manière intolérante et brutale jusqu'à devenir un facteur de division.

On peut mesurer ainsi les extraordinaires métamorphoses de l'idée de nation dans la France contemporaine. Cette « nation France », dans tout un discours politique, s'est longtemps confondue avec une longue histoire du pays interprétée, dans sa dimension catholique et monarchique, comme un territoire, un Etat, une langue. La droite comme la gauche ont pu assumer fréquemment cet héritage, mais avec la Révolution française s'est imposée une autre image de la nation, celle qui, liée à un Etat rationnel soucieux d'assurer une instruction de masse et un exercice démocratisé de la politique, a dessiné les contours d'une nation moderne en rupture avec le passé. La « nation France » s'est alors fixée sur le socle solide de la République et a trouvé son expression la plus classique dans la Grande guerre et une « Union sacrée » qui a associé dans un même patriotisme la gauche et la droite.

Ce socle s'est délité au fil du 20^e siècle quand la France a perdu son rayonnement international de grande puissance et son empire. Mais la nation s'est reformée solidement en rupture avec les nationalismes de l'entre-deux-guerres quand elle s'est identifiée, dans « l'Esprit de 1945 », à une république plus sociale réglée par un Etat-providence protecteur des citoyens, mais aussi nouveau bouclier de la démocratie politique. Cette idée de la nation née d'un rejet du régime de Vichy est désormais affectée de déséquilibres profonds sous les coups portés par la mondialisation économique au « village français ». « L'idée de nation », malmenée, est en profond désarroi face une société affectée par la désindustrialisation, le chômage de masse, le délitement des liens sociaux, l'effondrement de ses repaires politiques les plus simples. Cette crise a profondément transformé le sentiment national des Français, bousculé par une révolution conservatrice qui brouille d'autant plus le paysage politique qu'elle affecte à la fois la droite et la gauche du spectre politique français.